

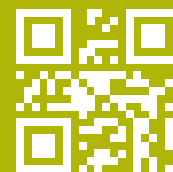
L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en France

49 indicateurs



publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/8/

Version
numérique
interactive



Ministère de l'Éducation
nationale, de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche
Direction générale de
l'enseignement supérieur et
de l'insertion professionnelle
Direction générale de la
recherche et de l'innovation
Service de la coordination des
stratégies de l'enseignement
supérieur et de la recherche
Sous-direction des
systèmes d'information et
des études statistiques
1 rue Descartes
75231 Paris cedex 05

Directrice de la publication
Isabelle Kabla-Langlois

Rédacteur en chef
Emmanuel Weisenburger

Auteurs

Feres Belghith
Marc Bideault
Julien Calmand
Joëlle Chazal
Fabienne Corre
Jean-Pierre Dalous
Laurence Dauphin
Catherine David
Aurélie Demongeot
Christophe Dixte
Laurent Fauvet
Odile Ferry
Samuel Fouquet
Zoé Friant
Joëlle Grille
Christophe Jagers
Martine Jeljoul
Aline Landreau-Mascaro
Frédéric Laurent
Françoise Laville
Béatrice Le Rhun

Isabelle Maetz
Boris Ménard
Stéphane Montenache
Virginie Mora
Claudette-Vincent Nisslé
Sylvaine Péan
Laurent Perrain
Danielle Prouteau
Justin Quemener
Chris Roth
Marguerite Rudolf
Frédérique Sachwald
Marie-Laure Taillibert
Anna Testas
Fanny Thomas
Odile Wolber

Maquettiste (version papier)
Corinne Jadas

Impression
Ovation



L'état
de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche en France

Sommaire

enseignement supérieur

01	p 12	la dépense d'éducation pour l'enseignement supérieur
02	p 14	la dépense pour l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCDE
03	p 16	l'aide sociale aux étudiants
04	p 18	les personnels enseignants de l'enseignement supérieur public sous tutelle du MENESR
05	p 20	les personnels non-enseignants de l'enseignement supérieur sous tutelle du MENESR
06	p 22	qualification et recrutement des enseignants-chercheurs
07	p 24	le baccalauréat et les bacheliers
08	p 26	les évolutions de l'enseignement supérieur depuis 50 ans : croissance et diversification
09	p 28	l'accès à l'enseignement supérieur
10	p 30	le profil des nouveaux bacheliers entrant dans les principales filières du supérieur
11	p 32	les étudiants en formation dans l'enseignement supérieur
12	p 34	l'apprentissage dans le supérieur
13	p 36	les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur
14	p 38	la vie étudiante : la santé des étudiants
15	p 40	la vie étudiante : logement, indépendance et niveau de vie
16	p 42	parcours et réussite des étudiants entrés par les filières STS, IUT et CPGE
17	p 44	les parcours et la réussite en Licence, Licence professionnelle et Master
18	p 46	la formation continue dans l'enseignement supérieur
19	p 48	le niveau d'études de la population et des jeunes
20	p 50	le niveau d'études selon le milieu social
21	p 52	l'insertion professionnelle des diplômés de l'université (Master, DUT, LP)
22	p 54	le début de carrière des jeunes sortant de l'enseignement supérieur
23	p 56	reprise d'études et insertion
24	p 58	les étudiants handicapés dans l'enseignement supérieur
25	p 60	la parité dans l'enseignement supérieur

recherche

26	p 62	l'effort de recherche et développement en France
27	p 64	les dépenses intérieures de recherche et développement
28	p 66	la recherche et développement par catégorie d'entreprises
29	p 68	les dépenses de recherche des principaux organismes publics
30	p 70	le financement des activités de recherche et développement de la recherche publique
31	p 72	le crédit d'impôt recherche, dispositif de soutien à la R&D des entreprises
32	p 74	le financement de la R&T par les collectivités territoriales
33	p 76	les objectifs socio-économiques des crédits budgétaires consacrés à la recherche
34	p 78	le financement et l'exécution de la R&D en France et dans les entreprises
35	p 80	les moyens humains de la recherche et développement
36	p 82	la parité dans la recherche
37	p 84	les chercheurs en entreprise
38	p 86	le doctorat et les docteurs
39	p 88	l'insertion à trois ans des docteurs diplômés en 2010
40	p 90	les Jeunes Entreprises Innovantes
41	p 92	la R&D en biotechnologie dans les entreprises
42	p 94	la R&D en nouveaux matériaux et en nanotechnologies dans les entreprises
43	p 96	la recherche en environnement
44	p 98	innovation technologique et recherche publique
45	p 100	la place de la France dans le 7 ^e PCRDT
46	p 102	les publications scientifiques de la France
47	p 104	le positionnement de la France dans le monde par ses publications scientifiques
48	p 106	la production technologique de la France mesurée par les demandes de brevet auprès de l'Office européen des brevets
49	p 108	la production technologique de la France mesurée par les brevets de l'Office américain des brevets

En 2012, la France est au 4^e rang mondial dans le système européen de brevets avec 6,4 % des demandes enregistrées. Elle est notamment spécialisée dans les sous-domaines « transports » et « nanotechnologies et microstructures ». Tous domaines confondus, la part mondiale de la France est stable depuis 2007. Mais pendant cette période, la part des brevets européens de la France impliquant une collaboration internationale progresse de 10 %.



eesr.fr/8/R/48

Le brevet d'invention est un titre de propriété qui confère à son titulaire pour un temps et sur un territoire limité un droit exclusif d'exploitation de l'invention. Les droits associés aux dépôts de brevets sont liés aux pays couverts par l'office auprès duquel le titulaire a fait la demande. De par notamment sa facilité de dépôt, le système européen des brevets est particulièrement attractif pour les déposants. En 2012, la part mondiale de demandes de brevet européen de la France est de 6,4 %. Cette part était de 8,3 % en 1994. Jusqu'en 2007, elle a régulièrement diminué puis s'est stabilisée. Cette diminution s'explique en partie par le dynamisme de nouveaux pays en matière de production technologique, qui se traduit par une augmentation importante du nombre total de brevets dans le système européen.

Dans le système européen de brevets, la France est, en 2012, spécialisée dans les domaines Machines-mécanique-transports (indice de spécialisation de 1,22) et Autres (indice de 1,14), catégorie qui comprend les biens de consommation et le BTP. Elle est sous-spécialisée en Électronique-électricité et Instrumentation (graphique 01). Entre 2007 et 2012, le profil de spécialisation de la France est devenu plus homogène : la France a réduit sa spécialisation dans Autres (- 11 %) et légèrement réduit sa déspecialisation en Instrumentation.

Au niveau des 35 sous-domaines technologiques, en 2012, la France dépose entre 8 % et 12 % des demandes mondiales de brevet européen en « Transports », « Nanotechnologies et microstructures », « Chimie organique fine », « Autres machines spécialisées » que celles pour textiles et papeterie, « Technologies de l'environnement » et « BTP » (tableau 02). Entre 2007 et 2012, parmi ses dix premiers sous-domaines de spécialisation dans le système européen de brevets, la France progresse notamment en « Circuits

électroniques fondamentaux » et « Nanotechnologies et microstructures » et « Mesure ».

La part des demandes de brevet impliquant un déposant étranger est mesurée par la part des demandes de brevet européen de la France dont les déposants sont localisés hors de la France. En 2012, tous domaines confondus, 23,9 % des demandes de brevet impliquent un déposant situé à l'étranger (graphique 03). Cette part est nettement supérieure dans le domaine Chimie-matériaux (32,5 %) et inférieure dans la catégorie Autres (16,8 %) ; entre 2007 et 2012, elle progresse de 15 % dans ce dernier domaine. Parallèlement, cette part baisse de 31 % en Électronique-électricité et de 12 % en Instrumentation.

En 2012, les États-Unis, l'Allemagne et le Japon ont les plus fortes parts mondiales de demandes de brevet européen (graphique 04). Les pays suivants sont la France et le Royaume-Uni. Entre 2007 et 2012, la Chine a presque triplé sa part mondiale. La part du Danemark, de l'Espagne et de la Suède, producteurs technologiques plus modestes dans le système européen des brevets, a augmenté de plus 20 %. Le Japon voit sa part diminuer de 14 %, et les Pays-Bas, l'Italie et la Finlande de 5 % à 7 %.

En 2012, la part des demandes de brevet européen de la France en co-invention internationale est de 19,3 % (graphique 05). Elle est semblable pour les Pays-Bas et pour la Chine et nettement plus élevée au Royaume-Uni et en Suisse (25,5 % et 38 % respectivement). Deux pays d'Asie, le Japon et la Corée du Sud, ont une faible part des demandes de brevet européen impliquant une collaboration internationale. Entre 2007 et 2012, la part des demandes de brevet en co-invention internationale progresse pour les dix premiers pays producteurs (+ 10 % pour la France), à l'exception de la Chine (- 27 %) et de la Corée du Sud (- 5 %).

Les indicateurs sont calculés à partir de la base Patstat maintenue par l'OEB, enrichie par les données issues de la base Regpat de l'OCDE.

Les indicateurs font référence à la date de publication des demandes de brevet afin de se rapprocher de la date de réalisation des travaux ayant donné lieu à la demande.

Le comptage des demandes de brevet est réalisé à partir de l'adresse de l'inventeur (où a été réalisée la recherche) et non pas celle des déposants (où est domiciliée l'entité qui effectue le dépôt). Lorsque le brevet est signé par un inventeur unique, français par exemple, un point est attribué à la France ; mais si le brevet est cosigné par deux inventeurs de deux pays différents, un demi-point est affecté à chacun des pays. Ce calcul fractionnaire mesure la contribution d'un pays à la production mondiale. Les indicateurs sont calculés en année lissée sur trois ans ; 2012 est la moyenne des années 2010, 2011 et 2012.

La part mondiale d'un pays est le rapport entre le nombre de demandes de brevet européen du pays et le nombre total de demandes de brevet.

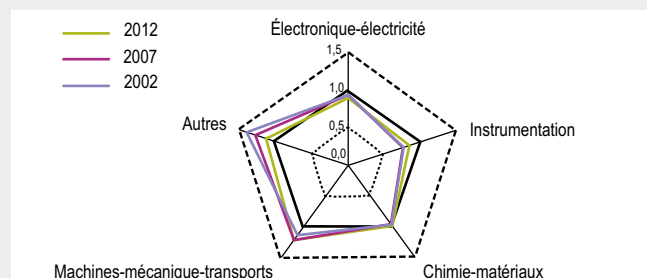
L'indice de spécialisation d'un pays est le rapport entre la part mondiale du pays dans un domaine et la part mondiale du pays tous domaines confondus.

La part des demandes de brevet impliquant un déposant étranger d'un pays est le rapport entre le nombre de demandes de brevets dont le déposant est situé à l'étranger et le nombre total de demandes du pays, en compte entier (si le brevet comporte un inventeur du pays, un point entier est attribué au pays).

La part des demandes de brevet en co-invention internationale est le rapport entre le nombre des demandes du pays co-inventé avec au moins un acteur situé à l'étranger et le nombre total de demandes du pays, en compte entier.

Sources : OEB (Patstat) et OCDE (Regpat), traitements OST du HCERES.

01 Demandes de brevet européen : indice de spécialisation, par domaine technologique, pour la France (2002, 2007 et 2012)



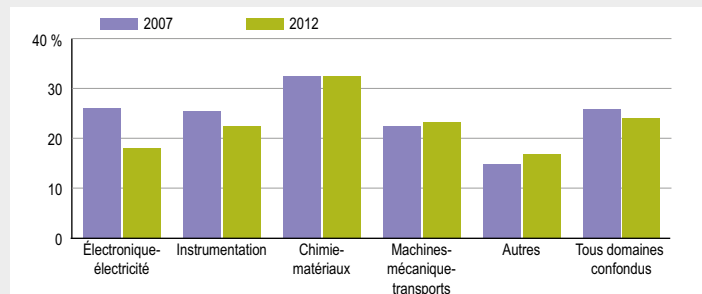
Sources : OEB (Patstat) et OCDE (Regpat), traitements OST du HCERES.

02 Demandes de brevet européen : indice de spécialisation et part mondiale pour les dix premiers sous-domaines de spécialisation de la France (2007, 2012 et évolution de 2007 à 2012)

Sous-domaine	Indice de spécialisation			Part mondiale 2012 (en %)
	2007	2012	Évolution 2012/2007 (en %)	
Transports	1,86	2,00	+ 8	12,9
Nanotechnologies et microstructures	1,32	1,57	+ 19	10,1
Chimie organique fine	1,78	1,47	- 17	9,4
Autres machines spécialisées	1,21	1,30	+ 7	8,3
Technologies de l'environnement	1,24	1,27	+ 3	8,2
BTP	1,39	1,27	- 9	8,2
Circuits électroniques fondamentaux	0,98	1,24	+ 27	8,0
Matériaux, métallurgie	1,14	1,20	+ 6	7,7
Composants mécaniques	1,31	1,19	- 10	7,6
Mesure	1,01	1,17	+ 16	7,5
Tous domaines	1,00	1,00	-	6,4

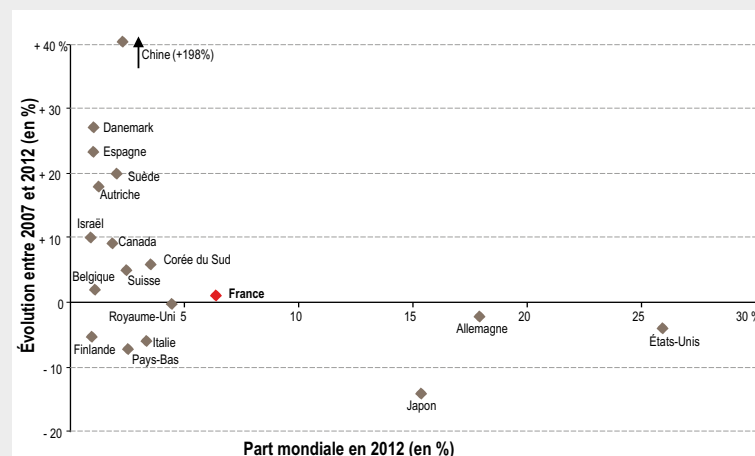
Sources : OEB (Patstat) et OCDE (Regpat), traitements OST du HCERES.

03 Demandes de brevet européen : part des demandes de brevet impliquant un déposant étranger, par domaine technologique, pour la France (2007 et 2012) (en %)



Sources : OEB (Patstat) et OCDE (Regpat), traitements OST du HCERES.

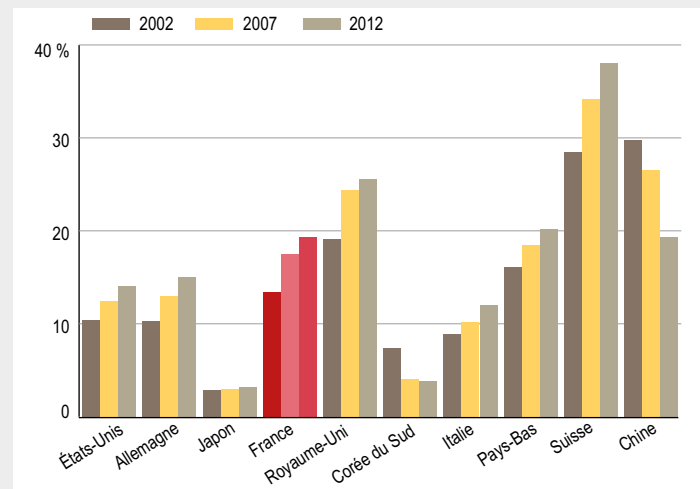
04 Demandes de brevet européen : part mondiale, tous domaines technologiques confondus, pour les premiers pays producteurs (2012, évolution de 2007 à 2012) (en %) (1)



(1) Pays dont la part mondiale des demandes de brevet européen est supérieure ou égale à 1 %.

Sources : OEB (Patstat) et OCDE (Regpat), traitements OST du HCERES.

05 Demandes de brevet européen : part des demandes de brevet en co-invention internationale, tous domaines technologiques confondus, pour les dix premiers pays producteurs (2002, 2007 et 2012) (en %)



Sources : OEB (Patstat) et OCDE (Regpat), traitements OST du HCERES.

table des sigles et abréviations

ACOSS : Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

ADEME : Agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie.

AES : [Filière] Administrative économique et sociale.

ALS : Allocation de logement à caractère social.

ANDRA : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

ANR : Agence nationale de la recherche.

ANRS : Agence nationale de recherche sur le SIDA et les hépatites virales.

APL : Aide personnalisée au logement.

ASU : Administration scolaire et universitaire.

ATER : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche.

ATSS : [Personnels] Administratifs, techniques, de service, de santé et sociaux.

AUUAU : Allocation unique d'aide d'urgence.

BCS : Bourses sur critères sociaux.

BEP : Brevet d'études professionnelles.

BRGM : Bureau de recherches géologiques et minières.

BTS : Brevet de technicien supérieur.

BTS : Brevet de technicien supérieur agricole.

CAP : Certificat d'aptitude professionnelle.

CBPRD : Crédits budgétaires publics de R&D.

CEA : Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

CEPA : Classification des activités et dépenses de protection de l'environnement.

Céreq : Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications.

CFA : Centre de formation d'apprentis.

CHU : Centre hospitalier universitaire.

CIFRE : Convention industrielle de formation par la recherche.

CIR : Crédit d'impôt recherche.

CIRAD : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

CITE : Classification internationale type des enseignements (UNESCO).

CLCC : Centre de lutte contre cancer.

CNAF : Caisse nationale d'allocations familiales.

CNAM : Conservatoire national des arts et métiers.

CNES : Centre national d'étude spatiale.

CNRS : Centre national de la recherche scientifique.

CNU : Conseil national des universités.

COM : Collectivités d'outre-mer.

CPER : Contrat de projet État-Région.

CPES : Classe préparatoire aux études supérieures.

CPGE : Classe préparatoire aux grandes écoles.

CROUS : Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.

CSTB : Centre scientifique et technique du bâtiment.

CTRS : Centre thématique de recherche et de soin.

CUFR : Centre universitaire de formation et de recherche.

DAEU : Diplôme d'accès aux études universitaires.

DCG : Diplôme de comptabilité et gestion (ex-DPECF).

DEA : Diplôme d'études approfondies.

DEG : Droit, économie, gestion.

DERD : Dépense extérieure de recherche et développement.

DERDE : Dépense extérieure de recherche et développement des entreprises.

DESCF : Diplôme d'études supérieures comptables et financières.

DEPP : Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.

DESS : Diplôme d'études supérieures spécialisées.

DEUG : Diplôme d'études universitaires générales.

DEUST : Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques.

DGCL : Direction générale des collectivités locales.

DGESIP : Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle.

DGESCO : Direction générale de l'enseignement scolaire.

DGFIP : Direction générale des finances publiques.

DGRH : Direction générale des ressources humaines.

DGRI : Direction générale de la recherche et de l'innovation.

DIE : Dépense intérieure d'éducation.

DIEO : [Personnels de] Direction, d'inspection, d'éducation et d'orientation.

DIRD : Dépense intérieure de recherche et développement.

DIRDA : Dépense intérieure de recherche et développement des administrations.

DIRDE : Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises.

DNB : Diplôme national du brevet.

DNRD : Dépense nationale de recherche et développement.

DNRDA : Dépense nationale de recherche et développement des administrations.

DNRDE : Dépense nationale de recherche et développement des entreprises.

DNTS : Diplôme national de technologie spécialisée.

DOM : Département d'outre-mer.

DRT : Diplôme de recherche technologique.

DSCG : Diplôme supérieur de comptabilité et de gestion.

DUT : Diplôme universitaire de technologie.

ENS : École normale supérieure.

EPA : Établissement public à caractère administratif.

EPCI : Établissement public de coopération intercommunale.

EPSCP : Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

EPIC : Établissement public à caractère industriel et commercial.

EPST : Établissement public à caractère scientifique et technologique.

ES : Économie et social.

ESA : Agence spatiale européenne.

ETI : Entreprises de taille intermédiaire.

ETP : Équivalent temps plein.

EUMETSAT : Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques.

FNAU : Fond national d'aide d'urgence.

FSDIE : Fond de solidarité et de développement des initiatives étudiantes.

HDR : Habilitation à diriger des recherches.

HCRES : Haut conseil à l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

IAE : Institut d'administration des entreprises.

IEP : Institut d'études politiques.

IFREMER : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

IFSTTAR : Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux.

IFSI : Institut de formation en soins infirmiers.

INALCO : Institut national des langues et civilisations orientales.

INCA : Institut national du cancer.

INED : Institut national d'études démographiques.

INERIS : Institut national de l'environnement industriel et des risques.

INP : Institut national polytechnique.

INPI : Institut national de la propriété intellectuelle.

INRA : Institut national de la recherche agronomique.

INRIA : Institut national de recherche en informatique et en automatique.

Insee : Institut national de la statistique et des études économiques.

INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale.

IPEV : Institut polaire français Paul Émile Victor.

IRD : Institut de recherche pour le développement.

IRSN : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

IRSTEA : Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture.

ISBL : Institution sans but lucratif.

ITER : International Thermonuclear Experimental Reactor.

ITRF : Ingénieurs techniques de recherche et formation.

IUFM : Institut universitaire de formation des maîtres.

IUP : Institut universitaire professionnalisé.

IUT : Institut universitaire de technologie.

JEI : Jeune entreprise innovante.

L : Littéraire.

LEBM : Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire.

LFI : loi de finance initiale.

LLA : Lettres, langues, arts.

LMD : Licence, master, doctorat.

LNE : Laboratoire national de métrologie et d'essais.

LOLF : Loi organique relative aux lois de finances.

LP : Licence professionnelle.

LRU : Loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

M1 : Master première année.

M2 : Master deuxième année.

table des sigles et abréviations

MAAF : Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
MBA : Master of business and administration.
MCF : Maître de conférences.
Md€ : Milliard d'euros.
M€ : Million d'euros.
MEDDE : Ministère de l'écologie, du Développement durable et de l'Énergie.
MENESR : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
MIC : Micro-entreprise(s)
MIRES : Mission interministérielle recherche et enseignement supérieur.
MSG : Maîtrise de sciences de gestion.
MST : Maîtrise de sciences et techniques.
NABS : Nomenclature pour l'analyse et la comparaison des budgets et des programmes scientifiques.
NAF : Nomenclature d'activités française.
nd : non disponible.
ns : non significatif.
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.
OEB : Office européen des brevets.
ONERA : Office national d'études et de recherches aérospatiales.
OPCA : Organisme paritaire collecteur agréé.
OST : Observatoire des sciences et techniques.
OVE : Observatoire de la vie étudiante.
PACA : Provence-Alpes-Côte d'Azur.
PACES : Première année commune aux études de santé.
PCEM : Premier cycle des études médicales.
PCRD : Programme-cadre de recherche et développement technologique.
PCS : Professions et catégories sociales.
PME : Petite(s) et moyenne(s) entreprise(s).
PMI : Petite(s) et moyenne(s) industrie(s).
PIA : Programme Investissements d'avenir.
PIB : Produit intérieur brut.
PR : Professeur des universités.
PREDIT : programme interministériel de recherche et

d'innovation dans les transports terrestre.
PRES : Pôle de recherche et d'enseignement supérieur.
R&D : Recherche et développement.
R&T : Recherche, développement et transfert de technologie.
RNCP : Répertoire national des certifications professionnelles.
RTRA : Réseaux thématiques de recherche avancée.
S : Scientifique.
SHS : Sciences humaines et sociales.
SIES : [Sous-direction des] Systèmes d'information et études statistiques.
SISE : Système d'information pour le suivi des étudiants.
ST2S : Sciences et technologies de la santé et du social (anciennement SMS).
STAPS : Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
STG : Sciences et technologie de la gestion (anciennement STT).
STI : Sciences et technologies industrielles.
STIC : Sciences et technologies de l'information et de la communication.
STS : Section de techniciens supérieurs.
STS [Disciplines] : Sciences-Technologies-Santé.
STT : Sciences et technologies tertiaires.
TOM : Territoire d'outre-mer.
UE : Union européenne.
URSSAF : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
UT : Université de technologie.
USPTO : United States Patent and Trademark Office.
VAE : Validation des acquis de l'expérience.
\$PPA : Dollar mesuré en parité de pouvoir d'achat.

L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche – un site compagnon

Un site web dédié est associé à cette publication. Adapté aux mobiles, tablettes, ordinateurs portables et de bureau, il propose une exploration interactive du contenu et de nombreuses fonctionnalités pour approfondir votre analyse :

- Lexique ;
- Moteur de recherche ;
- Chiffres clés ;
- Accès aux références associées à chacune des contributions ;
- Exploration de la collection des graphiques utilisés ;
- Graphiques interactifs ;
- Exploration du contenu par auteur, institution contributrice, source utilisée ;
- Accès à l'ensemble des données sous-jacentes proposées en licence ouverte

publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/8/



L'Atlas régional des effectifs étudiants 2013-2014

L'Atlas régional des effectifs étudiants constitue un document de base pour une approche territoriale, régionale et nationale de l'enseignement supérieur en France.

Les effectifs d'étudiants sont présentés par formations, établissements et situés sur le territoire.

L'Atlas régional des effectifs étudiants permet aux différents partenaires et acteurs du système d'enseignement supérieur de disposer d'une vision exhaustive commune du paysage de l'enseignement supérieur.

15 €, juin 2015

Site internet dédié en web adaptatif

Toutes les informations de l'Atlas régional des effectifs d'étudiants vous sont proposées sur un site internet dédié, adapté aux mobiles, tablettes, ordinateurs portables et de bureau :

- graphiques dynamiques, cartographies et tableaux
- 13 ans de données
- Accès à la plateforme open data du MENESR

publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/atlas/



La plate-forme de données ouvertes sur l'enseignement supérieur et le recherche du MENESR

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche propose un ensemble de jeux de données ouvertes sur l'enseignement supérieur et la recherche. Cette offre est fédérée au sein d'une plate-forme proposant des fonctionnalités avancées de filtrage, d'exportation sous divers formats (ouverts ou propriétaires) et un accès par API.

Ces jeux de données couvrent notamment les effectifs d'étudiants inscrits dans l'ensemble des formations d'enseignement supérieur localisés à la commune sur un historique de 13 ans, les statistiques régionalisées sur la R&D, les participations nationales au 8^e programme-cadre de recherche et développement technologique de l'Union européenne, des informations géolocalisées sur les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les écoles doctorales, les structures de transfert, de valorisation et d'accompagnement de l'innovation financées par le MENESR.

data.enseignementsup-recherche.gouv.fr/



**> Vous recherchez une publication du
ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement supérieur et de
la Recherche sur l'Enseignement
supérieur et la Recherche**

sur internet
[publication.enseignementsup-
recherche.gouv.fr](http://publication.enseignementsup-
recherche.gouv.fr)

Courriel
contact.eesr@recherche.gouv.fr

L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en France

L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche constitue un état des lieux annuel et chiffré du système français, de ses évolutions, des moyens qu'il met en œuvre et de ses résultats, en le situant, chaque fois que les données le permettent, au niveau international. Chacune des 49 fiches présente sur une double page au moyen de graphiques, de tableaux et de commentaires, les dernières données de synthèse disponibles sur chaque sujet.



16 €

ISSN 1962-2546
Dépôt légal
2^e trimestre 2015
ISBN 978-2-11-139428-5



Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
DGESIP/DGRI-SIES Sous-direction des systèmes
d'information et des études statistiques
1, rue Descartes – 75231 Paris CEDEX 05